

Mais un autre sujet qui alarme beaucoup nos adversaires, c'est l'emprunt dont il est fait mention dans le discours du trône. J'ai rarement vu des gens aussi effrayés que nos adversaires à ce sujet. Pour quiconque ne connaîtrait pas leur histoire politique, on serait tenté de croire qu'ils sont sincères et qu'ils sont véritablement effrayés.

Comme ces airs austères de l'opposition sont peut-être de nature à jeter la terreur dans l'esprit de quelques-uns des nouveaux députés de cette Chambre, il est bon, je crois, de rappeler à nos adversaires qu'ils n'ont pas coutume d'être aussi farouches à l'endroit des emprunts.

Ah ! si mon prédécesseur, M. Desjardins, était ici, il leur expliquerait, lui, que les emprunts ne sont pas de nature à effrayer, mais qu'au contraire ils démontrent que le crédit du pays est agrandi et que c'est un signe de prospérité. Avec la permission de cette Chambre, je le citerai ; voici ce qu'il disait en 1883 :

“ Je prétends, disait-il, avec la conviction de ne pas être sincèrement contredit, qu'il n'y a rien qui donne une idée plus exagérée, plus fausse de la situation des finances d'un pays que ces comparaisons de chiffres de dépenses publiques, à des années d'intervalle, sans y ajouter les explications nécessaires pour faire bien comprendre combien tout a changé, tout s'est développé, tout a grandi sous l'action bienfaisante et progressive de l'autorité gouvernementale, dans l'exercice de la liberté et d'une grande pensée politique.”

C'est précisément ce que le gouvernement actuel a fait. Il a construit des chemins de fer, il a construit des ponts en fer, enfin, il a créé dans notre province un mouvement de progrès sans précédent dans notre histoire.

Le même député, M. Desjardins, qui était la grande autorité financière de l'opposition, disait encore dans le même discours : “ Il sera toujours à l'honneur des gouvernements conservateurs, qui ont administré les affaires publiques dans cette province depuis 1867, d'avoir su apprécier le vrai caractère national dans la tâche qui leur incombait. Ils ont compris qu'ils devaient répondre aux grandes idées de progrès, aux fécondes aspirations qui ont eu cours dans la province depuis l'Union. Refuser de sortir des limites restreintes du budget provincial des dépenses, telles que tracées pour le début par les auteurs de la confédération, sous le futile prétexte d'une économie mal entendue, c'eût été manquer à un devoir sacré, se montrer indigne de son rôle d'homme d'Etat et comprimer l'élan vers la prospérité qui se manifestait avec énergie, jusqu'aux extrémités de la province. “ Rester stationnaire, pendant que les autres auraient marché rapidement, c'eût été se vouer à un isolement fatal,